

Turquie - Syrie : Partie d'échecs à haut risque pour Ankara sur la défense de Kobané

VINCENT EIFFLING

Assistant de recherche, UCL

La décision d'Ankara de laisser les combattants kurdes des Peshmergas transiter par son territoire pour porter assistance aux forces de défense de la ville frontalière de Kobané peut sembler apparaître comme un revirement de la politique étrangère turque sur ce dossier. Rien n'est moins vrai. Loin de constituer un changement de cap, cette décision apparaît plus comme une solution médiane satisfaisant les intérêts américains tout en ne compromettant pas ceux du Président Erdogan.

Afin de développer cette affirmation, quelques éclaircissements s'avèrent nécessaires :

Il fallait agir pour la défense de Kobané. Troisième ville kurde de Syrie, la bataille pour son contrôle a acquis une dimension symbolique : si Kobané tombe, il s'agirait d'un échec cuisant pour la coalition internationale menée par les Etats-Unis. Un succès militaire illustrerait en revanche l'efficacité de la stratégie actuellement mise en oeuvre par la coalition : frappes aériennes conduites par des puissances étrangères et délégation des combats terrestres aux forces indigènes auxquelles un soutien logistique est également prodigué. Kobané est donc devenu un enjeu pour la crédibilité aux yeux du monde de la coalition internationale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les frappes militaires américaines (et américaines seulement) sont aujourd'hui plus nombreuses en Syrie qu'en Irak¹.

Les forces armées kurdes qui défendent actuellement la ville de Kobané appartiennent aux Unités de protection populaire (*Yekîneyên Parastina Gel - YPG*), la branche armée du Parti de l'Union démocratique (*Partiya Yekîtiya Demokrat - PYD*). Or le YPG entretient des liens étroits avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistan - PKK*), en conflit armé avec Ankara depuis 30 ans suite à ses revendications

concernant l'autonomie et la reconnaissance des spécificités culturelles des Kurdes de Turquie ; ces derniers représentant entre 17 et 20% de la population turque selon les estimations. Sur ce sujet, il convient de souligner que l'accord de paix approuvé en mars 2013 entre le PKK et Ankara demeure extrêmement fragile : le gouvernement turc considère toujours le PKK comme une organisation terroriste et l'organisation kurde a récemment menacé de reprendre la lutte armée contre son ennemi de toujours², accusant Ankara de jouer un double jeu en continuant à soutenir implicitement les activités de l'Etat islamique dont les terroristes affrontent non seulement les forces fidèles au régime de Damas mais également les forces kurdes présentes en Syrie. Or, comme l'illustrent très clairement les déclarations récurrentes du Président Erdogan, le gouvernement turc considère le YPG comme un groupe terroriste à l'image du PKK³, voir comme une menace tout aussi - voir plus - importante pour sa sécurité que l'Etat islamique⁴. Aussi, il apparaît clairement que la possibilité de pourvoir une assistance logistique et/ou militaire aux combattants du YPG apparaît comme une hérésie aux yeux d'Ankara qui ne tient pas à assister au renforcement d'un mouvement paramilitaire potentiellement hostile sa frontière. Qui plus est, une évolution de l'équilibre des forces en faveur des Kurdes de Syrie pourrait permettre à ces derniers de revendiquer une autonomie politique voir même la création d'un Etat kurde indépendant en cas de démembrement total de la Syrie. Scénario catastrophe pour Ankara qui craint le dicton « jamais deux sans trois » : après les Kurdes d'Irak et de Syrie,

2 AMBERIN ZAMAN, « Exclusive: PKK commander threatens to resume war », *Al-Monitor*, 25 September 2014, <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/09/turkey-pkk-commander-bayik-threatens-resume-war.html>

3 « Erdoğan opposes arming PYD, says it's a terrorist group like PKK », *Today's Zaman*, 19 October 2014, http://www.todayszaman.com/national_erdogan-opposes-arming-pyd-says-its-a-terrorist-group-like-pkk_362021.html

4 CENGİZ ÇANDAR, « İktidarın Kürt «ateşi»yle oyunu... », *Radikal*, 1 October 2014, <http://www.radikal.com.tr/radikal.aspx?atype=haberyazdir&articleid=1215713>

1 « Airstrikes per day in Syria and Iraq », *Washington Post*, October 2014, http://www.washingtonpost.com/world/airstrikes-per-day-in-syria-and-iraq/2014/10/15/7c887bea-54d2-11e4-ba4b-f6333e2c0453_graphic.html

leurs cousins de Turquie pourraient être tentés de revoir à la hausse leurs revendications politiques et ainsi constituer un facteur encore plus crisogène qu'ils ne le sont actuellement pour la stabilité et l'unité du pays. Ces diverses raisons permettent d'expliquer pourquoi Ankara dénonce et tente de s'opposer à toute assistance étrangère aux forces de l'YPG.

Autrement dit, et en gardant à l'esprit que la priorité première d'Ankara est de faire tomber le régime de Bachar al-Assad et non de détruire l'Etat islamique, il apparaît que la lutte armée entre ce dernier et le YPG sert les intérêts turcs pour diverses raisons. Cette situation permet en effet d'user et d'affaiblir les forces kurdes de Syrie du YPG liées au PKK tout en empêchant une prise de contrôle totale de la région par l'Etat islamique. Sur ce dernier, l'attitude de la Turquie au cours de ces derniers mois laisse à penser qu'Ankara le considère toujours comme un acteur pouvant s'avérer utile pour la chute du régime de Damas, ce qui rappelle la priorité numéro un du Président Erdogan. Il s'agit donc pour la Turquie de profiter de la situation actuelle pour jouer sur les deux tableaux : affaiblir les forces kurdes hostiles tout en endiguant l'expansion de l'Etat islamique ; lequel deviendrait la priorité une fois les autres objectifs atteints.

Cette attitude ambiguë qui constitue un véritable jeu d'équilibriste n'est cependant pas dénuée de risques et a valu à la Turquie plusieurs revers diplomatiques au cours de ces derniers mois.

Tout d'abord, l'immobilisme d'Ankara à l'égard de la dégradation de la situation sécuritaire dans la ville frontalière de Kobané a eu pour effet de soulever un vent de protestation au sein des Kurdes de Turquie. Ces derniers partagent un sentiment de solidarité avec leurs cousins syriens, interprétant la situation au travers du prisme du conflit qui les oppose eux-mêmes au pouvoir central d'Ankara depuis des décennies. Cette situation n'a pas manqué de déboucher sur plusieurs manifestations de la communauté kurde de Turquie ; manifestations qui ont d'ailleurs été réprimées par un usage massif de la violence. A cet égard, il convient de souligner que les déploiements importants opérés par l'armée turque dans les zones frontalières au cours de ces dernières semaines présentent une quadruple utilité :

- Sécuriser la frontière contre des incursions d'éléments hostiles au pouvoir turc, qu'il s'agisse d'éléments kurdes ou de membres de l'Etat islamique ;
- Empêcher les forces du YPG de recevoir des renforts conséquents ;
- Disposer d'une force d'intervention prête à mener des incursions ciblées en territoire syrien contre des positions hostiles si le territoire national devait être ciblé de manière récurrente et intensive ;
- Disposer d'une présence massive de force de sécurité en cas d'émeutes trop importantes de la part des Kurdes de Turquie.

Au regard de ces éléments, l'on est en droit de se demander : pourquoi la Turquie a-t-elle autorisé le transit par son territoire des combattants kurdes des Peshmergas ?

Comme énoncé précédemment, la ville de Kobané est devenu un symbole dont la perte ne peut être acceptée pour la coalition menée par les Etats-Unis. Il convient donc d'agir et en conséquence de sa position géographique, la Turquie se retrouve naturellement au premier rang. Mais que faire concrètement sur le terrain ? Si les frappes aériennes ralentissent l'avancée des terroristes, elles ne semblent pas permettre à l'heure actuelle de forcer rapidement la décision. Les combattants kurdes ont besoin d'armements lourds ? Hors de question pour Ankara. Qui plus est, il faut des renforts humains au sol pour augmenter les forces en présence et aussi et surtout pour occuper et tenir le terrain. Laisser les volontaires désireux de gonfler les rangs du YPG traverser la frontière ? A nouveau hors de question pour Ankara.

Mais il faut agir. L'immobilisme de sa position ambiguë a déjà coûté cher à la Turquie en crédit politique auprès de l'opinion publique internationale. Ankara a ainsi essuyé plusieurs revers diplomatiques qui l'ont poussé à faire évoluer sa position sans pour autant renoncer à ses principaux intérêts. En effet, si la Turquie a bel et bien participé à la conférence de Paris du 15 septembre dernier, elle n'en est pas moins restée sur le banc de touche en ce qui concerne la mise en oeuvre d'actions concrètes sur le terrain (exception faite d'un renforcement des contrôles relatifs au trafic de pétrole le long de sa frontière) : pas de participation aux actions militaires et refus de laisser les forces de la coalition utiliser ses bases aériennes. A l'Assemblée générale des Nations-Unies, la Turquie propose la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie ainsi que l'instauration d'une zone tampon à sa frontière, côté syrien bien évidemment. Nouvel échec diplomatique : ces propositions ne rencontrent aucun soutien. L'instauration d'une zone tampon nécessiterait des troupes au sol, opération risquée au coup politique potentiellement élevé. Aucun Etat n'y est favorable côté occidental où les souvenirs de l'Irak et de l'Afghanistan semblent encore bien présents. Qui plus est, l'instauration d'une telle zone tampon nécessiterait l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies (CSNU). Or, même si les puissances occidentales se montraient soudainement favorables à cette idée, la Russie apposerait plus que probablement son veto en raison de ses liens stratégiques avec le régime de Bachar al-Assad. De même pour la Chine au nom de la non-ingérence. Quant à une zone d'exclusion aérienne, elle favoriserait l'Etat islamique, ce qui irait dans le sens des intérêts d'Ankara pour les raisons énoncées précédemment mais contrarierait les intérêts américains dont la cible prioritaire est justement l'Etat islamique et non le régime de Damas. Résultat de cette politique : la Turquie se retrouve de plus en plus isolée et échoue à

sa faire élire au CSNU comme membre non permanent⁵.

Outre ce dernier point qui constitue une véritable déroute diplomatique pour le Président Erdogan, les pressions américaines se font de plus en plus pressantes. Le 9 octobre dernier, le Général à la retraite du Corps des Marines John Allen, Représentant spécial du Président Obama pour la Coalition contre l'Etat islamique s'est ainsi rendu en Turquie accompagné de l'adjoint au secrétaire d'Etat Brett McGurk⁶. Ce 19 octobre, c'est le Président Obama lui-même qui a pris l'initiative de téléphoner à son homologue turc pour évoquer la situation en Syrie⁷ et en particulier à Kobané. Si les communiqués à propos de ce dernier entretien demeurent de part et d'autre laconiques (voir par exemple celui de la Maison Blanche⁸), soulignant la nécessité d'une coopération sur le dossier syrien, il n'en demeure pas moins que ces différents contacts diplomatiques illustrent une certaine mise sous pression de la Turquie par l'administration Obama.

Mais au-delà des mots, c'est avant tout le largage ce lundi 20 octobre par l'US Air Force d'équipements militaires et de matériel médical aux combattants du YPG présent à Kobané qui a constitué le message le plus limpide à l'égard d'Ankara. En agissant ainsi, les Etats-Unis ont démontré qu'ils n'hésiteraient pas aller à l'encontre des intérêts turcs tels que définis par le Président Erdogan. Dilemme à Ankara où les autorités ne souhaitent pas brader leurs positions. C'est dans ce contexte que les Peshmergas entrent en jeu.

Si ces derniers sont bel et bien des combattants kurdes, ils ne sont pas considérés par Ankara comme un mouvement terroriste. Ils constituent au contraire le bras armé officiel du gouvernement de la Province autonome du Kurdistan irakien. Or, la Turquie entretient depuis ces dernières années d'excellentes relations avec cette province autonome de l'Irak fédérale en raison d'intérêts économiques convergents dans le domaine des hydrocarbures. Le Kurdistan irakien est riche en pétrole et la Turquie constitue une voie naturelle pour l'exportation à destination du marché européen. Qui plus est, en raison de la primauté des intérêts économiques, le gouvernement kurde de cette province irakienne autonome s'est montré particulièrement conciliant avec les autorités d'Ankara en ce qui concerne la question des Kurdes de Turquie.

Au travers de sa politique actuelle et de sa décision de laisser transiter les Peshmergas par son territoire, la Turquie effectue donc une distinction entre «les bons

Kurdes» - les Peshmergas irakien - et les «mauvais Kurdes», c'est à dire les combattants du PKK et du YPG. Si cette vision dichotomique peut sembler simpliste, elle permet cependant de satisfaire à la fois Ankara et Washington en leur permettant de sauvegarder tout aussi bien leurs intérêts que les apparences.

Les forces de défenses de Kobané obtiennent les renforts nécessaires mais ces derniers demeurent sous le contrôle d'une autorité favorable à Ankara à savoir le gouvernement de la Province autonome du Kurdistan irakien. En ouvrant cette manne de renforts terrestres, la Turquie espère ainsi dissuader les autorités américaines de la nécessité d'effectuer de nouvelles livraisons d'armes aux combattants du YPG. Qui plus est, les combattants kurdes d'Irak ainsi que leurs armements n'ont pas pour vocation de rester indéfiniment en Syrie ; ils ne devraient donc pas renforcer de manière significative et sur le long terme les forces du PKK ou du YPG. Pour Ankara, le risque pris est donc calculé, perçu comme contrôlable et par conséquent acceptable.

Au final, cette autorisation de transit par le territoire turc ne constitue donc pas une capitulation d'Ankara devant Washington ou un soudain revirement dans la politique étrangère de la Turquie mais bel et bien la mise en oeuvre d'une solution médiane permettant de garantir la sauvegarde des intérêts de chacun au nom du plus petit dénominateur commun. Si la Turquie refuse toujours d'apporter un soutien direct aux combattants kurdes, elle leur octroie cependant désormais un soutien indirect qui ne contrarie pas ses propres intérêts.

Il n'en demeure pas moins que de manière générale, la Turquie s'obstine dans sa politique ambiguë en refusant tout compromis sur ses objectifs et intérêts propres alors qu'elle ne semble pas avoir les moyens de les atteindre unilatéralement. Si Ankara persiste dans cette voie, son isolement n'en sera que plus important et les coûts de l'échec plus élevés que ceux consécutifs au choix du compromis.

5 TITOUAN LEMOINE, « Surprise au Conseil de Sécurité: la Turquie écartée », *Francetvinfo*, 17 Octobre 2014, http://geopolis.francetvinfo.fr/surprise-au-conseil-de-securite-la-turquie-ecartee-44261?_federated=1

6 U.S. Department of State, « Special Presidential Envoy John Allen meetings with Turkish officials on efforts to counter ISIL », 9 October 2014, <http://m.state.gov/md232819.htm>

7 « Erdoğan, Obama talk on phone, agree on cooperation against ISIL », *Hürriyet Daily News*, 19 October 2014, <http://www.hurriyetdailynews.com/erdogan-obama-talk-on-phone-agree-on-cooperation-against-isil-.aspx?pageID=238&nID=73200&NewsCatID=510>

8 The White House, « Readout of the President's Call with Turkish President Erdogan », 19 October 2014, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/10/19/readout-presidents-call-turkish-president-erdogan>

COMMENTARY PAPER IBL - CECRI

Commentary papers are shorter publications which provide concise analysis and practical perspective about recent international events. Published in English or in French, they are freely available on our website geopolitique-cecricri.org.

Commentary papers are a joint initiative from the research programme “Geopolitics and Foreign Policy” of the Cecri and the Chaire Inbev-Baillet Latour.



The Cecri is made up of professors and researchers in the field of International Relations. Researches of the Cecri are led within the Institut de science politique Louvain-Europe (Ispole) of the Catholic University of Louvain. They deal with geopolitics, foreign policy and the study of the different means of ending or preventing international conflicts.



Chaire InBev Baillet-Latour
« Union européenne–Chine »

The Chair “European Union-China”, created in 2008 thanks to the Fonds Inbev Baillet-Latour constitutes a center of research and teaching on the relationship between Europe and China. The objectives of the Chair are to reinforce the expertise of the UCL on the external action of the EU ; to promote the knowledge of China as an international actor and the study of the relationship EU-China ; to extend research on the great powers, in particular the BRIC ; and to favor the knowledge of the EU by the Chinese students and researchers.